

# CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

## Leur premier congrès

**Le 75<sup>e</sup> congrès du Parti Socialiste s'est tenu à Reims les 14, 15 et 16 novembre. Pour plusieurs délégués et invités de la fédération du Finistère, il s'agissait d'une première.**

A Reims, plus de 4 500 personnes ont participé et assisté au congrès : 631 délégués des fédérations, autant d'invités, 824 membres de droit (membres du Conseil national, premiers secrétaires fédéraux, parlementaires, présidents de régions ou de départements), un peu moins de 1 000 représentants de délégations extérieures (syndicats, partis politiques français et étrangers ou associations), 400 permanents et bénévoles en particulier pour le service d'ordre, 600 journalistes.

La délégation finistérienne était composée de 9 délégués, 9 invités et d'une quinzaine

de membres de droit. Qu'ont retenu ceux qui assistaient à leur premier congrès ?

"Il s'agit d'un exercice démocratique essentiel, qui va au bout de sa logique", estime Roland Greuzat, secrétaire de la section de Plourin-les-Morlaix. "On assiste à un exercice de démocratie vivante", confirme Marcie Chol de Daoulas. "Nous vivons tout de même un moment important dans l'histoire de notre parti", affirme Yohann Nédélec. Pour le maire du Relecq-Kerhuon, "c'est tout de même impressionnant de constater ainsi la force du Parti Socialiste rassemblé dans cette salle, et l'attention avec laquelle les militants écoutent les discours".

"Mais le militant de base a du mal à comprendre les stratégies", regrette Anne Graziana de Porspoder. "Il s'agit d'une suite d'interventions, qui souvent se répètent sans qu'un dialogue s'engage. C'est très différent de l'université d'été de La Rochelle qui fonctionne

SUITE PAGE 2

**CAP  
FINISTÈRE**

 26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 20/11/2008


**PRESSE  
URGENTE**  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

## EN CLAIR !

**Faut-il qu'ils méconnaissent la réalité sociale pour qu'ils puissent demander aux salariés de travailler au-delà de 65 ans ! L'amendement du groupe UMP, accepté par le gouvernement, visant à repousser l'âge de la retraite, sonne vraiment comme une provocation. D'abord parce qu'il intervient sans la moindre concertation avec les organisations syndicales. Mais, surtout, parce qu'il est en totale contradiction avec ce qui se passe dans les entreprises. Les plus de 55 ans sont les premières victimes des plans sociaux. Leur taux d'activité n'est que de 38 %, l'un des chiffres les plus bas de l'Union européenne. L'allongement de la durée d'activité aggraverait encore les inégalités alors que l'écart d'espérance de vie entre les métiers atteint déjà presque 10 ans. Pour combattre cette injustice, le gouvernement doit obliger le patronat à reprendre les négociations sur la pénibilité du travail. Mais en a-t-il la capacité ?**

## Une élection à hauts risques

**Les élections européennes, qui se dérouleront au mois de juin 2009, seront le premier test électoral pour la nouvelle direction nationale du Parti Socialiste.**

"Et il s'agit d'un scrutin à hauts risques", prévient Bernard Poignant, président de la délégation socialiste française au Parlement européen. "Depuis la première élection du Parlement européen, en 1979, notre score a fluctué entre 14 % en 1994 et 29 % en 2004", rappelle-t-il.

Aucun exécutif ne sera en jeu au mois de juin. Par conséquent, la dispersion des voix est à craindre. Les électeurs pourraient utiliser leur bulletin de vote pour adresser au Parti Socialiste un message.

La préparation de ce scrutin devra être la priorité de la nouvelle direction du PS, en place le 22 novembre.

Bernard Poignant, à la tribune du congrès de Reims, a émis quelques conseils pour celles et ceux qui devront établir les listes. D'abord, il ne faut pas confondre le Parlement européen et l'Assemblée Nationale. A Strasbourg, il n'y a ni 49.3, ni vote bloqué, ni vedettariat.



Bernard Poignant

Il convient de renouveler nos candidats mais il est aussi important, pour être efficace dans la durée, d'imiter les Anglais, les Espagnols ou les Allemands dont les eurodéputés sont beaucoup plus spécialisés que les Français.

De la même manière, les listes devront comporter des candidates et des candidats motivés, conscients du travail qui les attend. "Il faut fixer une

SUITE PAGE 2

# Leur premier congrès (suite)

**Les auditeurs ont souvent l'impression d'assister à une suite d'interventions qui se répètent**

\*\*\* par ateliers. On a un peu l'impression d'assister à une partie de poker menteur". "On peut parfois douter de la sincérité de certains orateurs", confirme Nadine Guillemot, de Gouesnou, qui juge déplacés certains mouvements d'humeur dans les tribunes.

Karim Ghachem, de Quimper, émet aussi quelques critiques. "Nous avons entendu trop d'interventions qui se répétaient", déplore-t-il. "Et, surtout, il n'y a quasiment pas eu de votes qui auraient pu trancher certains débats. Nous avons simplement voté pour prendre acte du résultat de la Commission des résolutions". Jean-Pierre Porée, de Brest, confirme aussi que les auditeurs ont souvent l'impression d'assister à une suite d'interventions. Comment y remédier ? "Peut-être en regroupant les interventions par thèmes de manière à



Anne Graziana et Nadine Guillemot

donner la parole à toutes les motions et à mieux saisir les convergences et les divergences qui peuvent exister sur des sujets précis ?", propose Romain Rollant, de Landerneau, animateur du Pôle écologique dans le Finistère.

Le rassemblement de plus de 2 000 socialistes venus de toute la France permet aussi de multiples rencontres. "Nous avons pris contact avec des militants du Parti des Socialistes européens (PSE)", se félicitent Roland Greuzat et Jean-Paul Vermot de Morlaix. "Nous pourrions ainsi lancer un "city group" dans notre circonscription. Car, Morlaix et Roscoff, grâce à son port où accostent des ferries, entretiennent des relations privilégiées avec trois pays européens : l'Angleterre, l'Irlande et l'Espagne". Le congrès fédéral de Carhaix a adopté une résolution sur ce sujet. A Reims, de nouveaux liens ont été noués avec le PSE.

Patrick Franchin, de la section de Névez, a quant à lui pu comparer le fonctionnement des sections du Finistère et du Pas-de-Calais.

Sur le fond, les socialistes finistériens ont retenu plusieurs éléments. "Enfin, on a entendu parler de la relance du pouvoir d'achat !", se réjouit Jean-Paul Vermot.

"Après avoir entendu des dizaines d'interventions, il faut retenir du congrès de Reims que nous pouvons avancer tous ensemble dans l'opposition à Nicolas Sarkozy et être aux côtés des Français qui souffrent le plus", confirme Karim Ghachem. "Car les ouvriers vont payer le prix fort de la casse sociale, comme les services publics qui souffrent particulièrement depuis deux ans".

Marcie Chol a entendu "des positions fermes et claires" et retient surtout "que plusieurs orateurs ont enfin tenu des propos courageux à propos des sans-papiers". En revanche, l'écologie était peu présente dans les discours. "La grande majorité des intervenants sont revenus sur les origines financières de la crise et ses conséquences sociales", constate Romain Rollant, animateur du Pôle écologique dans le Finistère. "Cependant, la crise environnementale n'a pas suffisamment été prise en compte. Notre modèle de développement n'a pas été revu et on se rend compte, lorsqu'on écoute les discours, que certains dirigeants du PS n'ont pas encore intégré la dimension environnementale dans leurs analyses. Il ne faut cependant pas en faire une généralité, l'intervention de Victorin Lurel a particulièrement attiré mon attention. Il a en effet bien montré que la crise économique, sociale et environnementale est particulièrement exacerbée dans les Territoires et Départements d'outre-mer".

Le 75<sup>e</sup> congrès du Parti Socialiste s'est terminé sur un constat de divergences entre les représentants des motions. Cependant, ceux qui y ont assisté ont pu constater que cette conclusion, temporaire, est intervenue après un long débat démocratique et transparent.



Jean-Pierre Porée, Romain Rollant et Yohann Nédélec

# Une élection à hauts risques (suite)



Philip Cordery, secrétaire général du PSE

\*\*\* règle : que chaque candidat s'engage pendant le mandat à ne briguer aucun mandat parlementaire national".

De la même manière, le cumul des mandats devra être limité. Là aussi, il s'agit d'une condition nécessaire pour que nos députés puissent être à égalité avec leurs homologues.

Bernard Poignant a aussi mis en garde contre la tentation d'élaborer les listes en fonction du résultat des votes pour les motions.

Les élections de juin 2009 seront donc le premier test électoral de la nouvelle

## Un premier test pour la nouvelle direction

direction du PS. "Faisons, avec les socialistes européens, de ce rendez-vous, une grande confrontation démocratique avec la droite sur le sens que nous voulons donner à l'union des 27", a demandé François Hollande, à la tribune du congrès de Reims.

"Le PSE est bien imparfait", a reconnu le premier secrétaire sortant. "Nos homologues sociaux démocrates n'épousent pas toutes nos thèses. Mais c'est la seule force à l'échelle de l'Europe sur laquelle nous pouvons compter".

Le Parti des socialistes européens sera d'ailleurs la seule organisation politique à défendre, dans les 27 pays de l'Union, les mêmes orientations résumées dans un manifeste qui devra être approuvé au début du mois de décembre à l'occasion d'un conseil qui se tiendra à Madrid. "Ce texte, préparé avec les 27 partis socialistes et socio-démocrates européens, a été élaboré collectivement", explique Philip Cordery, secrétaire général du PSE.

Pour François Hollande, l'enjeu des européennes de juin prochain est essentiel : si nous n'affirmons pas un socialisme européen, c'est l'Europe d'abord, et le socialisme ensuite qui en seront les victimes".



## Un service d'ordre militant

*"Le congrès de tous les dangers", "le service d'ordre est très tendu", ont entendu ou lu les Français tout au long du week-end du congrès de Reims.*

Mais, sur place, au parc des expositions, les 250 bénévoles qui assumaient cette fonction et, en particulier la vingtaine de militants du Finistère qui se sont rendus dans la Marne, ont rempli leur mission très sereinement. *"Certains journalistes n'ont pas compris que, lorsque nous sommes au service d'ordre, nous ne sommes pas les porte-parole du parti ou d'une motion",* explique Marcel Plouhinec, animateur du groupe des militants finistériens. *"Ce n'est pas nous qu'il faut interroger, ce sont les responsables des motions. Et nos silences à leurs questions, souvent pressantes et orientées, ne doivent pas être interprétés comme un signe de tension, mais uniquement comme l'application de consignes claires".*

Quel est en effet le rôle des 250 militants qui, pendant trois jours, ont été présents



*Pendant 3 jours, les bénévoles du service d'ordre ont contrôlé les entrées du congrès*

à toutes les entrées du parc des expositions de Reims ? Essentiellement assurer la sécurité du site, garantir la fluidité des déplacements pour le bon déroulement du congrès. Cela passe par le contrôle des badges à l'entrée mais aussi à l'intérieur de la salle plénière. *"Nous sommes là pour vérifier que cha-*

*cun respecte un certain nombre de règles",* résume Marcel Plouhinec. C'est nécessaire dans un souci de sécurité, de manière à ce que les pompiers puissent intervenir en cas de besoin, mais aussi pour que les délégués et les invités puissent assister au congrès dans de bonnes conditions.



## L'éducation populaire du XXI<sup>e</sup> siècle

Avec  
Yann Lasnier

Dans *"Léo Lagrange, l'artisan du temps libre"* (édition Mémoire(s) du socialisme), Yann Lasnier, secrétaire général adjoint de la fédération nationale Léo Lagrange, met en évidence la modernité de la pensée d'un des ministres les plus célèbres du Front populaire, mort sur le front en 1940.

**Cap Finistère : Pourquoi ce livre maintenant ?**

**Yann Lasnier :** *Je me suis rendu compte qu'il existait très peu de livres consacrés à Léo Lagrange. Il n'en existe que trois. Il en a lui-même très peu écrit mais il s'est beaucoup exprimé au travers de discours ou d'articles. Malraux a dit de lui, en 1945, qu'il n'était pas un doctrinaire mais que ses discours étaient toujours empreints de vérité, de justice, de dignité et de cou-*

*rage. Ce livre se compose par conséquent d'une courte biographie de Léo Lagrange, suivie d'une compilation de ses textes regroupés autour de quatre chapitres reprenant ces notions. J'ai surtout voulu montrer la grande modernité de ses interventions.*

**Cap Finistère : 70 ans après le Front populaire, comment se porte l'éducation populaire aujourd'hui en France ?**

**Yann Lasnier :** *Le mouvement associatif est très dynamique mais relativement éclaté. L'État a peur du fédéralisme et de la capacité des associations à se fédérer. Pour les libéraux, "small is beautiful". Ils préfèrent s'adresser à des individus seuls plutôt qu'à des citoyens organisés.*

*Cet été, dans un de nos centres de vacances à Batz-sur-Mer, Nicolas Sarkozy a tenu un discours élogieux sur les mouvements d'éducation populaire. Mais, dans la réalité, on constate*

*des coupes budgétaires. L'éducation populaire doit devenir un outil du XXI<sup>e</sup> siècle, aux côtés des partis et des syndicats. Il ne faut plus faire appel aux associations juste avant les élections.*

**Cap Finistère : En quoi consiste l'éducation populaire du "XXI<sup>e</sup> siècle" ?**

**Yann Lasnier :** *C'est réfléchir aux vrais enjeux de notre époque et y apporter des solutions innovantes. Je pense en particulier à tout ce qui touche les mairies et la politique du temps libre. Je pense que nous devons poser la question de l'ouverture des bibliothèques ou des médiathèques aux familles le dimanche. La maîtrise des nouvelles technologies offre aussi de nombreuses perspectives. Nous avons raté le virage de la télévision il y a une trentaine d'années, ne ratons pas celui d'internet. D'autant que le retour à l'écrit passe par les nouvelles technologies.*

*Je crois que l'éducation populaire peut lutter efficacement contre le déterminisme social. Il est important que les dirigeants politiques en aient conscience.*

## Rendez-vous

**21 novembre**

De 17 h 00 à 22 h 00 :

En cas de second tour éventuel :  
Vote en section pour le premier secrétaire national et le secrétaire de section.

**24 novembre**

Conseil fédéral.

**29 novembre**

Conseil national, à la Mutualité, à Paris.

### Les Finistériens dans les instances nationales

A l'issue du congrès de Reims, les représentants de la fédération du Finistère dans les instances nationales sont :

#### Titulaires au Conseil national :

- Bernard Poignant, pour la motion A.
- Marylise Lebranchu, Jean-Jacques Urvoas et Gwénégan Bui, pour la motion D.

#### Suppléants au Conseil national :

- Forough Salami, pour la motion A.
- Nicolas Morvan, pour la motion E.

#### Commission nationale des conflits :

- Sylvain Elies, pour la motion D.
- Louis le Pensec, pour la motion E.

### L'avortement : un droit fondamental

Le Mouvement Français pour le Planning familial se félicite du soutien des nombreux-ses brestoises, des associations, des syndicats, des partis politiques et des élu-e-s qu'il a reçu, le samedi 15 novembre 2008, lors de la manifestation organisée, place de la Liberté au Monument aux morts, contre la "prière de réparation" organisée par l'association de Xavier DOR, SOS Tout petits.

Lors de cette action, le Mouvement Français pour le Planning familial s'est adressé aux brestoises en ces termes :

*"Ne laissons pas les anti-IVG occuper les rues de Brest. Mère ou putain ! Vierge ou perdue ! ce sont des étiquettes qui collent toujours à la peau des femmes socialement et sexuellement contraintes de tenir la place que l'ordre social leur impose.*

*Ainsi, les luttes des femmes pour la libre disposition de leur corps sont bien le refus d'un*

*ordre supposé "naturel", sinon divin, qui les assignerait, les soumettrait au devoir de procréation.*

*Car les droits des femmes à vivre leur sexualité sans procréer, à être enceinte ou pas, à poursuivre ou non une grossesse, à avoir ou non un enfant sont bien les conditions premières de leur égalité avec les hommes.*

*Le droit à l'avortement est inscrit dans les conférences internationales depuis 1975 (Mexico) comme un droit fondamental pour aboutir à l'égalité des sexes.*

*En avril de cette année, le Conseil de l'Europe a adopté une résolution appelée "Accès à un avortement sans risque et légal en Europe". Il considère qu'interdire l'avortement n'aboutit pas à réduire le nombre d'avortements mais conduit au contraire à des avortements clandestins.*

*Pour autant, nous sommes très inquiètes de la remise en cause des droits des femmes et de leurs acquis partout dans le monde, en Europe et en France, puisque l'application de ce droit à l'avortement et aussi son accès deviennent tous les jours de plus en plus difficile.*

*Sans compter que, comme aujourd'hui, nous assistons depuis des années et particulièrement ces derniers mois à l'offensive des groupes anti-avortement, attaquant le droit fondamental des femmes à disposer de leur corps.*

*Ce phénomène se manifeste partout en Europe.*

*Alors oui, plus que jamais, il est nécessaire de lutter pour :*

- Une meilleure information sur la contraception et l'avortement ;
- Un accès légal au droit à l'avortement et au choix des méthodes d'IVG ;
- La suppression de la clause de conscience autorisant les

*médecins à ne pas pratiquer l'avortement ;*

*- La défense d'un système de santé égalitaire.*

*Et de réaffirmer le droit à l'avortement comme un droit fondamental."*

### A Lire : Brèves de campagne

Ce livre, écrit à 6 mains (Marylise Lebranchu, Gwénégan Bui et Serge Bossini), est une réponse aux interpellations entendues par ces militants lors des dernières campagnes électorales : "Les petits territoires vont crever", "Les politiques ça ne sert à rien", "En France on ne peut pas s'occuper de tout le monde", "Les fonctionnaires, franchement je ne vois pas de quoi ils se plaignent", "Les employés les plus favorisés prennent les autres en otage", etc.

Pour chaque remarque ou idée reçue, les auteurs argumentent, démêlent le vrai du faux et avancent des pistes, des propositions, des perspectives pour apporter les changements que les électeurs attendent.

Brèves de campagne : Éditions Descartes et cie.

### Semaine de la réduction des déchets

L'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie), organise la Semaine de la Réduction des Déchets du 22 au 30 novembre.

"Recycler, moins jeter, mieux consommer, mieux produire, réutiliser, ça déborde", seront les principaux thèmes sur lesquels les associations, les collectivités, communiqueront auprès des scolaires et du grand public.

Conférence, débat, comparaison de chariots, compostage... le Finistère est le département qui propose le plus d'opérations au niveau national.

En savoir plus : [www.cg29.fr](http://www.cg29.fr)

## S'abonner :

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement  Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €

Abonnement de soutien :  
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :  
Fédération du Finistère  
du Parti Socialiste.